



Non, « fabriquer des armes » et « vendre des armes », ce n'est pas la même chose !

Naval Group, le 12 février 2020

Il y a quelques jours, un cargo saoudien faisait escale à Cherbourg afin de compléter une cargaison militaire à destination de Djeddah. Cela a été l'occasion pour certains d'entre nous d'aller manifester notre mécontentement face au commerce des armes et ses conséquences. Fidèle à ses valeurs, notre Organisation Syndicale était présente aux côtés de multiples Organisations et Partis Politiques.

Cet évènement a été l'occasion de constater que, dans le domaine, notre combat pour la paix est plus que d'actualité et d'une modernité indéniable. Et visiblement, beaucoup se cachent derrière la dénonciation de pseudo-contradictions, pour éviter de se mêler eux-mêmes à un débat qui peut parfois être embarrassant.

**Il y aurait une contradiction à fabriquer des armes et se battre pour la paix ?
C'est selon nous une façon bien « binaire » de regarder les choses !**

Il faudrait donc être climato-sceptique lorsqu'on travaille dans le nucléaire, se féliciter d'une épidémie lorsqu'on est médecin ou que l'on travaille aux pompes funèbres. Il n'est pas besoin d'avoir une agrégation en philosophie pour voir que ce genre de raisonnement n'a pour seule vocation que d'éluder un vrai débat, par exemple en fin de repas de famille, ou sur les réseaux sociaux ...

Reste que ce genre de raisonnement, lorsqu'il se développe dans les entreprises, dans la population, voire parmi le personnel politique, constitue une réelle entrave au nécessaire et indispensable débat qui doit exister autour de ces questions de Défense.

**Pour la CGT, il y a une énorme différence entre « fabriquer des armes »
et « vendre des armes ».**

Mis à part une minorité (nous y reviendrons), tout le monde souhaite et rêve d'un monde sans armes.

Bien entendu, l'histoire de notre monde, le contexte actuel et les perspectives de paix à court et moyen termes ne laissent pas grand place à l'optimisme... Cela nous amène à défendre aujourd'hui que, si elle est « malheureusement nécessaire », la fabrication des armes doit faire l'objet d'un cadrage et d'un contrôle drastique.

Nos établissements ont été créés pour doter notre pays de moyens de Défense lui permettant de protéger son territoire et sa population. Qu'aujourd'hui ils servent à fabriquer des armes qui seront ensuite vendues relève d'un choix que nous avons toujours combattu, que nous combattons et combattons encore.

Les plus « pacifistes » d'entre nous contestent cette façon de voir les choses, nous les rejoignons sur leur envie de paix mais pensons qu'il serait naïf de croire qu'en se désarmant seule, la France ferait changer les choses. Par contre, cela ne devrait pas empêcher les représentants de notre pays de montrer l'exemple en faisant respecter le Traité sur le Commerce des Armes que la France a ratifié en 2014 ! Rappelons que la ratification est un engagement à appliquer le traité...

Respecter nos idéaux, tout en restant ancrés dans le réel, voilà notre vision des choses.

Par contre, nous n'avons cessé de dénoncer qu'aux côtés des amoureux de la guerre et des conflits armés, il existe actuellement une catégorie de gens qui ont intérêt à ce que nous ne parlions pas de ces sujets. Nous voulons bien entendu parler de tous ceux qui ont un intérêt financier à ce que les conflits se développent dans le monde et à vendre les armes nécessaires à leurs développements.

Nous refusons qu'au nom d'une pseudo convergence d'intérêts, les personnels de Naval Group soient mis dans le même sac qu'une partie de leur Direction d'Entreprise.

C'est d'ailleurs pour cette raison que cette même Direction fait tout son possible pour présenter les contrats à l'exportation comme indispensables à la survie de Naval Group. C'est quelque chose que nous contestons sans que nos interlocuteurs puissent « factuellement » contredire notre analyse. D'autant plus qu'il est une certitude dans notre entreprise, c'est qu'en terme de charge et plus encore que d'autres travaux, l'export est ultra-majoritairement sous-traité voire totalement externalisé.

Après, il est vrai que les personnels sont parfois mis devant des choix personnels compliqués. Il est certain que la perspective d'une mission à l'étranger (dans des pays « plus ou moins démocratiques ») et de son côté « rémunérateur » peut parfois troubler.

Bien entendu, ce n'est pas parce qu'un personnel a réalisé une ou plusieurs missions à l'étranger qu'il devient immédiatement un monstre assoiffé de sang. Mais il est clair que sans missionnaires, ce commerce des armes serait bien plus compliqué pour ses promoteurs ...

Oui, dans nos établissements il y a une large majorité de personnels qui souhaitent vivre dignement en revenant aux missions qui auraient dûes rester les leurs, c'est-à-dire : « **Fabriquer les matériels nécessaires à une Défense Nationale non-agressive ayant pour objectif de défendre notre territoire et sa population** ».

Mis à part quelques marchands de canons qui s'assument, personne ne réclame à vendre des armes à l'Arabie Saoudite, au Qatar, à l'Egypte. Personne ne se réjouit de la guerre aujourd'hui faite au peuple Yéménite. **La CGT a une seule et unique particularité, c'est qu'elle le dit et elle l'assume !**

**C'est pour cela que nous militons au nom d'un principe simple
« les armes ne sont pas des marchandises »
et que nous refusons de tomber dans le piège de l'opposition
des personnels entre eux et/ou la population.**

Bien entendu, il manque beaucoup de choses dans ce tract et il ne peut faire le tour de toute la question. Même vers les démocraties, les contrats d'exportations interrogent. Tout le monde comprend la différence existant entre l'état australien et un pays comme l'Arabie Saoudite. Même si ça paraît simple, ces contrats méritent débats ...

Mais d'autres programmes viennent bousculer nos analyses. Le fait, par exemple d'avoir vendu à l'époque des sous-marins à un Brésil dirigé par Lula et de les livrer aujourd'hui à Bolsonaro n'est pas sans nous interroger !

Le principe même de « dissuasion nucléaire » fait également partie des sujets que nous abordons, sans tabous et en assumant nos convictions dans le domaine.

La pire des choses serait que ce sujet ne relève de l'unique responsabilité des industriels du secteur. Il faut que la représentation nationale s'empare du dossier et joue son rôle. Le contrôle démocratique, avec toutes ses imperfections, est un préalable à toutes évolutions et décisions sur ces sujets!

Toujours dans le même esprit, nous sommes disponibles pour en débattre avec tous les interlocuteurs (républicains, progressistes, simples citoyens, journalistes, etc.) intéressés par le sujet et prêts à réellement confronter leurs analyses. Dans le domaine, il n'y a pas de pires situations que le silence ET/OU l'indifférence générale !